

Contribution de Jean-Pierre BOISSERIE, Secrétaire Académique de Limoges.

Sous prétexte d'une réforme du Bac Pro en 3 ans, une réforme structurelle de notre système éducatif est en marche. Le SNETAA l'a bien compris et grâce à la mobilisation de chacun, pour l'intérêt de tous (élèves, professeurs, lycées professionnels), le Ministre a décidé de suspendre la note envoyée aux Recteurs le 29 octobre 2007. De nouvelles instructions ont été données et des discussions peuvent être engagées (au niveau National mais aussi Académique) sur un véritable plan de rénovation et de valorisation de l'enseignement professionnel.

Le SNETAA, dans le cadre de ses mandats : **NON** à la généralisation du Bac Pro 3 ans, **OUI à une voie professionnelle allant du niveau V (CAP et/ou BEP), en intégrant les élèves de SEGPA, au niveau III (BTS et Licence Professionnelle)**, a décidé de discuter, voulant ainsi donner de nouvelles perspectives et de nouvelles ambitions à l'enseignement professionnel.

Le SNETAA-eiL tient à la spécificité de l'enseignement Professionnel par le maintien des établissements professionnels, de proximité, pour permettre à tous les jeunes, dont les plus défavorisés, de préparer une formation diplômante et qualifiante, facteur d'intégration dans la société.

Préparer une qualification, du CAP au BEP, du Bac Pro au BTS voire à la Licence Professionnelle en LP, c'est une noble tâche dont **les PLP peuvent être fiers !**

Certains pourraient nous taxer de corporatistes ? Eh bien oui, nous pensons aux PLP ! Nous pensons aussi à nos Lycées Professionnels et à nos élèves ! Aux jeunes à qui on promet un avenir.

Nous seuls, PLP, pouvons défendre notre corps, notre statut, nos carrières. Nous n'attendons et n'avons rien à attendre des autres, cela s'est concrétisé par le passé, fort peu lointain d'ailleurs. Souvenons-nous en ! Allez, un petit effort ...

Le projet de généralisation du Bac Pro 3 ans initié, sans aucune concertation, par le ministre et auquel nous nous opposons montrait combien les divergences sont significatives.

Alors que le Ministre proposait cette généralisation, certaines organisations syndicales (qui sont aujourd'hui membres du « front du refus ») ont saisi l'opportunité de proposer la dilution du Lycée Professionnel dans un Lycée unique et l'intégration des PLP dans un corps unique. (Il est remarquable aussi que ces organisations syndicales? qui n'ont pas voulu signer le protocole de discussions... demandent néanmoins au Ministre de les recevoir pour discuter !...)

Est-ce cela la défense de l'enseignement Professionnel et des PLP que de les fusionner dans un Lycée unique et un corps unique ? Les PLP n'ont rien à y gagner !

Est-ce que cela peut correspondre à une revalorisation de l'enseignement professionnel ?

Non, un tel objectif provoquerait la disparition pure et simple de l'enseignement Professionnel, des LP et des PLP, ce qui permettrait la fusion des moyens (1 seule DGH) dans une gestion globale d'établissement.

Les PLP intégrés dans un corps unique serviraient tout juste de variable d'ajustement. Que représenteraient les PLP dans un corps unique du second degré ? Moins de 1/10^{ème} de ce corps ? Ce ne peut donc être de cette manière que l'on peut espérer, ou envisager une revalorisation des PLP.

Certains syndicats (pas le SNETAA !) sont favorables à un « lycée unique », d'autres à un « lycée polytechnologique », d'autres à un « lycée polyvalent »... pour ne plus entendre parler ni du lycée professionnel, ni des PLP, ni de nos élèves

Le SNETAA a toujours considéré l'enseignement professionnel comme une voie de la réussite par sa capacité à donner à chacun une formation initiale d'insertion. Ces principes sont clairement énoncés dans le protocole de discussion, et l'ouverture d'un éventail de formations en Lycée Professionnel apparaît (détermination de passerelles, adaptation des parcours élèves, création de sections spécifiques à de nouveaux publics, la perspective du BTS et de la Licence Professionnelle). Dans la société actuelle, « Lire, Ecrire et Compter » ne suffit plus. Si tel était le cas, il nous faudrait rétablir le certificat d'études...

L'école doit être émancipatrice. Elle doit retrouver son rôle d'ascenseur social. Il faut maintenir et même développer les niveaux V. Et proposer dès le collège des perspectives de réussite à des jeunes par notre pédagogie experte qui a fait ses preuves en lycée professionnel...L'Ecole de la République a pour devoir de prendre en charge tous les jeunes. Aucun jeune ne doit sortir du système scolaire sans une première qualification. **Les enfants de la République ont tous droit à l'Ecole de la République.**

Former les enfants de la République, c'est cette vision qu'a le SNETAA et ce que n'est pas en réduisant la formation professionnelle à « une peau de chagrin » dans un pseudo « Lycée unique » que l'on peut s'en donner les moyens. Le collège unique a fait suffisamment de désastres. Le SNETAA a fait un autre choix, le pari d'une voie d'excellence pour tous ! **Ensemble, avec le SNETAA, donnons-nous les moyens de nos ambitions.**

Fiers d'être PLP, fiers d'être SNETAA !!!